



Saint Avertin, le 25 janvier 2021

Alerte sur nos libertés et sur nos droits !

Depuis plusieurs semaines, plusieurs milliers de personnes se mobilisent pour défendre nos droits et nos libertés, contre la loi « sécurité globale », la loi « confortant les principes républicains » et les décrets pris dans le cadre du schéma national du maintien de l'ordre, contre les violences policières et racistes. Le 16 janvier, plusieurs milliers de personnes étaient de nouveau dans la rue partout en France.

Il est bien évident que le but du gouvernement est de restreindre la liberté d'informer, la liberté de la presse, de réprimer le mouvement social et de priver la population d'user de son droit d'expression, d'être informé, de manifester, de s'organiser pour gagner de nouveaux droits.

Et ceci dans un contexte de régression alarmante des droits sociaux (assurance chômage, retraites, diminution du budget de la sécurité sociale, loi travail...) alors que les plans de licenciement se multiplient et que la précarité s'aggrave, en particulier pour la jeunesse et pour les sans papiers.

Loin de vouloir changer de politiques sociales, ce gouvernement choisit la voie de la répression et de la restriction des libertés :

- Il reste sourd aux critiques, y compris internationales, sur sa loi de sécurité globale qui restreint la liberté de la presse, contribue à invisibiliser les violences policières au lieu de les combattre, et institue une société de surveillance à base de drones et de reconnaissance faciale notamment.
- Le projet de loi « confortant les principes républicains » sous couvert d'empêcher l'islamisme radical et le terrorisme, ouvre la voie à un contrôle de l'ensemble des associations et stigmatise encore davantage les personnes musulmanes ou perçues comme telles.
- C'est aussi un pouvoir de contrôle de l'État sur toutes celles et ceux qui auraient "une idéologie qui se dresserait contre les valeurs de la République". L'interprétation laissée au pouvoir aménage la possibilité de voir condamner tous celles ou ceux qui contesteraient des politiques gouvernementales, sous couvert d'une atteinte aux valeurs de la république !
- Trois décrets, élargissant le champ de trois fichiers de police et de gendarmerie, sont venus récemment donner la possibilité d'un fichage massif des militant-es, de leur entourage (notamment des enfants mineur-es), sur leur santé, leurs activités sur les réseaux sociaux et leurs opinions politiques, syndicales, religieuses. Le conseil d'état, saisi par, notamment, la CGT, FO, FSU et Solidaires, vient, hélas, de rejeter leur recours en référé.

Après l'extension de l'état d'urgence, après les mesures liberticides prises au nom de la lutte anti-terroriste, il en va de l'avenir de notre démocratie de combattre pied à pied ces différentes lois et décrets.

C'est pourquoi, afin de pouvoir à l'avenir jouer notre rôle de contrepoids en démocratie, afin de pouvoir défendre et réclamer nos droits sociaux, féministes, antiracistes et environnementaux, nos organisations appellent à poursuivre la mobilisation nationale le samedi 30 janvier 2021.

Sans libertés, il n'y a pas de droits ! Sans droits effectifs, pas de libertés !
Toutes et tous le samedi 30 janvier
à 14h30, place Jean Jaurès à Tours

Manifestation déclarée dans le respect des gestes barrières